

NOTE sur la création  
d'un Institut d'Histoire du Monde Contemporain

I - De l'opportunité d'un centre de recherche sur l'histoire du monde contemporain

Le développement à un rythme remarquable de la recherche historique en France depuis la guerre, le nombre et la qualité des travaux de l'école française, le renouvellement des méthodes et l'appel à de nouveaux moyens d'investigation, l'élargissement continu de l'aire à étudier conduisent à l'heure actuelle à envisager un certain nombre de restructurations de la recherche historique, si du moins l'on veut donner à celle-ci les moyens de répondre aux exigences tant du présent que de l'avenir à court et à moyen terme.

Au nombre de ces restructurations, il convient de placer la création par le CNRS d'un centre de recherche sur l'histoire du monde contemporain, création rendue nécessaire par la conjonction de deux données : l'une de fond, l'autre de circonstance.

- la donnée de fond, c'est l'existence d'un vaste champ de la connaissance jus qu'ici insuffisamment couvert et qui serait à développer avec détermination, méthode et vigueur.

- la donnée de circonstance, c'est la mutation qu'imposent au Comité d'Histoire de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale les récentes décisions des services du Premier Ministre concernant sa mission, ses moyens et son avenir.

1° - Un champ majeur de recherche, mais insuffisamment développé

a) La période qui s'étend de la seconde guerre mondiale à nos jours constitue par la richesse de son contenu et malgré l'absence de recul un champ majeur d'investigation pour l'historien. Force est cependant de reconnaître que jusqu'à présent l'étude en est bien souvent restée négligée. La chose peut paraître d'autant plus étonnante que nulle tranche d'histoire ne se prête mieux à une approche pluridisciplinaire et que précisément les historiens pourraient utiliser les travaux déjà accomplis en ce domaine par les sociologues, les géographes, les politologues, les économistes, les psychologues etc..., dont les contributions apportent pour cette période un éclairage fondamental.

b) Si le passé immédiat a été ainsi délaissé par la pratique des historiens, c'est pour une large part en raison de la réticence éprouvée par beaucoup d'entre eux devant un espace temporel jugé moins propice à l'analyse historique que ne le sont des périodes plus reculées. Incontestablement, leur formation et leurs habitudes mentales leur faisaient considérer l'univers actuel comme peu susceptible d'une appréhension scientifique. Or cet état d'esprit est en train de changer. L'on voit aujourd'hui un nombre

.../...

croissant d'enseignants et de chercheurs porter leur curiosité vers l'histoire la plus proche. N'appartient-il pas au CNRS, en donnant une impulsion décisive à l'histoire du temps présent, de soutenir et de favoriser un tel renouvellement de la connaissance ?

c) Ajoutons de surcroît que, du fait des carences longtemps évidentes en ce domaine, le champ, délaissé par les Français, s'est trouvé pour ainsi dire "colonisé" par les chercheurs étrangers, au 1er rang desquels les chercheurs américains.

N'est-il pas paradoxal qu'une proportion importante des études les plus pertinentes sur la France du XX<sup>e</sup> siècle soient l'oeuvre d'historiens anglo-saxons ? Si l'on doit se réjouir de voir grossir le nombre des historiens étrangers consacrant leur activité à l'histoire française, on peut néanmoins souhaiter qu'à l'avenir la recherche française parvienne à mieux couvrir un champ aussi essentiel pour la connaissance et l'intelligence de notre propre devenir.

d) Les considérations ne doivent pas malgré tout faire sous-estimer les obstacles. Sans doute peut-on écarter l'objection selon laquelle l'insuffisance de "recul" ou d'"objectivité" interdirait toute analyse "scientifique" du temps présent : en effet les conceptions qui prévalent aujourd'hui en matière de recherche historique se situent assez loin de cette vue étroitement positiviste. Par contre ce qui risque de faire sérieusement problème, c'est la difficulté d'accès aux archives pour les 30 dernières années, d'autre part (et en sens inverse), la masse énorme des sources d'ores et déjà disponibles. Mais en même temps, si l'on veut assurer l'essor de la recherche, ces facteurs ne rendent-ils pas d'autant plus nécessaire l'intervention du CNRS afin de favoriser une entreprise scientifique reconnue comme primordiale (et cela non seulement en aidant à surmonter les obstacles mentionnés, mais en encourageant les investigations collectives au moyen d'équipes de recherche) ?

## 2° - La transformation envisagée du Comité d'Histoire de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale

Créé en 1951, le Comité d'Histoire de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale a réalisé, grâce à l'impulsion de son animateur, M. Henri MICHEL, avec l'aide du CNRS, et sous le patronage du Premier Ministre, un travail de premier ordre pour la connaissance de la période de 1939 à 1945 : constitution d'archives, rassemblement de documents, enquêtes à travers la France entière, colloques, publication d'une revue trimestrielle, travaux collectifs et individuels, il y a là un acquis capital pour la science historique en particulier en un secteur où les circonstances rendaient indispensable de suppléer à la pénurie de ressources classiques par la mise au point et la constitution de nouveaux instruments de travail.

Considérant que les tâches essentielles du Comité, puisqu'elles avaient été menées à bien, approchaient maintenant de leur terme, le Secrétariat général du Gouvernement a suggéré en 1976 qu'à l'avenir le Comité, au lieu de continuer de dépendre des services du Premier Ministre, soit totalement rattaché au CNRS. A la suite des conversations menées dans le premier semestre de 1977 entre la Direction

du CNRS et l'Hôtel Matignon, il a été décidé que, sans interrompre brutalement son activité, le Comité d'Histoire de la 2è Guerre Mondiale serait appelé à réduire peu à peu celle-ci, de manière à laisser place au développement concomitant d'un centre de recherche sur l'histoire du temps présent. Pour illustrer cette évolution, la formule adoptée a été celle du "biseau" : au fur et à mesure que se restreindraient les attributions et les moyens du Comité d'Histoire de la 2è Guerre Mondiale, le nouveau centre d'histoire contemporaine accroîtrait proportionnellement son action ses ressources, l'échéance finale étant fixée en 1980-1981.

## II - Mission et organisation de l'Institut d'Histoire Moderne et Contemporaine

Notons pour commencer que parmi les divers noms susceptibles de désigner le nouveau centre de recherche ("Institut" ou "Centre" ; "histoire du monde contemporain" ou "histoire du temps présent" ou "histoire du présent"), notre préférence va à l'appellation "Institut d'Histoire du Monde Contemporain."

### 1° - La vocation de l'Institut

Compte tenu des données et des structures existantes, l'activité du futur Institut devrait s'orienter dans trois directions, si l'on veut qu'il réponde pleinement aux besoins de la recherche en sciences humaines à l'échelle de la nation.

a) Il importerait d'abord bien entendu de consacrer une large partie des recherches à l'histoire de la France depuis 1945 (histoire intérieure et histoire extérieure). On vient de montrer à quel point il était urgent d'en pousser l'étude de manière systématique, en liaison avec les divers centres universitaires et les formations de recherche déjà attelés à cette tâche. Par là on peut espérer non seulement une riche moisson de données et perspectives sur l'évolution de notre pays au cours des trente dernières années, mais aussi l'expérimentation de nouvelles méthodes de recherche méthodes dont la fécondité pourrait rejaillir sur l'étude d'autres périodes de l'histoire et sur d'autres disciplines, et réciproquement. En outre, au delà de l'acquis dont bénéficierait la communauté scientifique toute entière, l'approfondissement des connaissances sur l'évolution récente de la France et des Français ne laisserait sans doute pas de fournir un éclairage utile à tous les niveaux pour la compréhension du devenir national.

b) Un deuxième secteur d'activité doit être défini hors de nos frontières. En effet, dans la mesure où de manière générale la recherche historique en France a trop tendance à rester centrée sur "l'hexagone", il est indispensable que l'Institut d'Histoire du Monde Contemporain ouvre des fenêtres toutes grandes vers l'extérieur. C'est seulement à condition d'inscrire dans son champ d'action l'étude de l'étranger (ou du moins de certains pays et aires géo-culturelles choisis) que le nouvel Institut sera en mesure à la fois de disposer d'une assise scientifique suffisante et remédie au déséquilibre affectant à l'heure actuelle les travaux historiques au bénéfice de l'histoire française et au détriment de celle des autres pays. Dans une ligne voisine on peut aussi concevoir que l'une des tâches prioritaires de l'Institut d'Histoire du Monde Contemporain serait de favoriser des études et enquêtes comparatives.

Toutefois, comme il serait aussi démesuré qu'irréaliste de prétendre couvrir tous les domaines, il conviendrait de procéder à des choix, et nous suggérons deux ensembles à privilégier à cet égard :

- d'une part certaines aires géo-culturelles dont le CNRS a eu l'occasion de souligner l'état de sous-développement dans la recherche française et pour lesquelles il souhaite un effort particulier en moyens : nous pensons ici notamment au monde anglo-saxon (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Commonwealth), à l'Asie du Sud et du Sud-Est ; et l'on pourrait y ajouter quelques pays européens (en particulier au sein de l'Europe des Neuf).

- d'autre part, dans la mesure où la période considérée est dominée (au moins dans sa première phase) par le phénomène de la décolonisation, il apparaîtrait souhaitable d'accorder une attention particulière aux anciens territoires coloniaux, devenus aujourd'hui des pays indépendants. L'accent serait donc à mettre ici sur l'Afrique francophone.

c) Enfin, même si comme on l'a vu, la mission du Comité d'Histoire de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale est appelée à atteindre un terme en 1980-1981, il apparaît indispensable de conserver, à l'intérieur de l'Institut d'Histoire du Monde Contemporain, un secteur consacré à l'étude de la période 1939-1945. Non seulement en effet il s'agit là d'années capitales pour la compréhension du XX<sup>e</sup> siècle (et dont l'exploration est loin d'être achevée), mais grâce au travail opiniâtre du Comité d'Histoire de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale il existe de nombreux travaux en cours dans ce secteur (l'on observe que le courant d'intérêt pour la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale, loin de diminuer, va croissant), tandis que par ailleurs des liens fructueux ont été créés pour l'étude de ces problèmes dans le cadre d'instances internationales (où de surcroît la France occupe une place de choix). Aussi serait-il très préjudiciable à la recherche française qu'une activité aussi florissante se trouve brusquement freinée, voire interrompue, faute de support administratif et scientifique.

Telle est l'architecture qui permettrait, selon nous, à l'Institut d'Histoire du Monde Contemporain de prendre son essor de manière à la fois féconde et adaptée aux besoins. Organisme articulé en trois volets grâce à l'association d'un secteur "France", d'un secteur "Etranger" et d'un secteur "Seconde Guerre Mondiale", le nouvel Institut couvrirait un champ suffisamment vaste en même temps que suffisamment défini - dans le temps comme dans l'espace - pour s'avérer opératoire et pour répondre à l'attente de la communauté scientifique.

Dans une telle perspective on voit aussi s'esquisser toutes les possibilités d'innovation méthodologique de l'entreprise. A l'évidence, à côté des outils classiques de la recherche historique, il serait essentiel pour l'Institut d'Histoire du Monde Contemporain de faire appel à toute une gamme de sources nouvelles (histoire orale, sondages, documents audio-visuels, linguistique, etc...) et d'utiliser largement l'informatique. Parallèlement il lui faudrait intégrer - à la fois sur le plan théorique et sur le plan pratique - l'apport que les autres sciences humaines fournissent à la connaissance du passé récent : on pense naturellement à la sociologie, à l'économie, à la science politique, à la géographie, à la psychologie sociale, mais d'autres contributions, telles que celles de l'anthropologie, ne seraient pas moins essentielles. On voit donc combien, par l'échange incessant entre les secteurs de pointe du savoir, l'entreprise peut être bénéfique, en faisant progresser la recherche française sur tout le front des sciences humaines.

## 2° - Comment situer le nouvel organisme dans l'ensemble de la recherche française

Après avoir examiné ce qui doit constituer l'originalité de l'Institut d'Histoire du Monde Contemporain tant dans son objet (le champ scientifique à couvrir et à développer) que dans sa démarche (la fonction d'innovation méthodologique), il importe maintenant de déterminer comment le nouveau centre de recherche devra se situer au regard des autres structures de la recherche française : autrement dit quelle sera son originalité institutionnelle ? Car il est capital de clarifier dès le départ les relations que le futur Institut aura à entretenir avec

- les institutions existantes
- le laboratoire propre d'histoire moderne et contemporaine (dont la création est prévue)
- les services du Premier Ministre

### a) Par rapport aux institutions existantes

On a déjà fait allusion aux recherches importantes qui sont menées, tant en province qu'à Paris, sur la période postérieure à 1939 : les unes sont le fait d'historiens, d'autres sont conduites dans le cadre d'autres disciplines, certaines suivent une ligne interdisciplinaire. Par conséquent, loin de partir d'une tabula rasa, le nouvel Institut aura pour première tâche de s'appuyer sur tout un acquis et par conséquent d'entretenir des relations étroites et amicales avec l'ensemble des universités et des grands établissements (Fondation Nationale des Sciences Politiques, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, etc.) où existent des centres de recherche poursuivant des travaux sur l'histoire récente. A cet égard, il conviendrait d'assigner à l'Institut deux missions essentielles : faciliter la coordination entre les centres existants ; contribuer à l'équilibre entre Paris et la province,

D'autre part, grâce à son appartenance au CNRS et donc à son caractère national, le nouvel organisme pourrait servir de lieu de rencontre et de contacts, ce qui irait de pair avec sa fonction d'impulsion intellectuelle. Mais ici, en vue d'éviter tout malentendu, il importe de marquer clairement qu'il ne s'agit pour le CNRS ni de régenter les centres universitaires (où se fait, on vient de le voir, de l'excellent travail), ni de "coiffer" les diverses structures en place par une "super-structure" de style centralisé et plus ou moins technocratique.

### b) Par rapport au laboratoire propre d'histoire moderne et contemporaine

Dans la perspective de la création par le CNRS d'un laboratoire propre d'histoire moderne et contemporaine, il sera capital d'établir des liens étroits entre les deux organismes. En effet il y a là une possibilité de fécondation mutuelle qu'il importe d'exploiter au maximum. En particulier, le nouvel Institut pourrait bénéficier de l'acquis méthodologique du Laboratoire propre, puisque celui-ci aura l'avantage de baser sa démarche sur une histoire déjà constituée alors que le centre de recherche sur le passé immédiat devra s'efforcer de transposer et d'adapter à un domaine nouveau l'acquis obtenu dans des secteurs plus classiques. De même, afin de mieux articuler ses rapports avec les autres sciences humaines, l'Institut aura intérêt à s'inspirer de la méthodologie développée dans le laboratoire propre. En échange les progrès qu'on espère qu'il accomplira dans le défrichage de l'ultra-contemporain permettront d'enrichir de manière non négligeable les travaux du laboratoire propre.

### c) Par rapport aux services du Premier Ministre

Il apparait hautement souhaitable que l'Institut d'Histoire du Monde Contemporain puisse maintenir une liaison organique avec les services de l'Hôtel Matignon, même une fois que le Comité d'Histoire de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale aura terminé son existence institutionnelle. En effet, le patronage du Premier Ministre apporterait au nouvel Institut une aide considérable dans ses tâches, comme il l'a fait jusqu'à ce jour pour les travaux sur l'histoire de la période 1939-1945 : non seulement en facilitant l'accès des chercheurs aux archives, mais aussi en dotant l'Institut d'un statut (et d'une stature) élevé. Quant à la formule précise pour institutionnaliser ce patronage, elle serait à mettre au point au cours de nouveaux échanges entre le CNRS et le Secrétariat Général du Gouvernement.

Il est cependant un point sur lequel il faut se prononcer avec une extrême netteté et sans laisser place à la moindre ambiguïté. Etant donné que le passé immédiat correspond à un domaine éminemment sensible dans l'opinion, la totale indépendance intellectuelle de l'Institut d'Histoire du Monde Contemporain doit être hautement affirmée, quels que puissent être par ailleurs les liens administratifs avec les services du Premier Ministre. Précisément le CNRS est là pour apporter aux yeux de la communauté scientifique tout entière, française et internationale, la garantie de cette indépendance et des objectifs purement scientifiques de l'Institut.

### III - Les moyens

La condition sine qua non de réussite du lancement de l'opération Institut d'Histoire du Monde Contemporain réside bien évidemment dans la mise à la disposition du nouveau centre de moyens adéquats, afin que celui-ci puisse non seulement vivre, mais prendre son essor.

On peut considérer qu'il s'agit d'une création qui se situe entre un organisme lourd et une structure légère. Toutefois - disons-le tout net -, si le nouvel Institut ne devait pas recevoir les dotations appropriées en temps utile, l'opération perdrait tout sens, et mieux vaudrait dans ce cas y renoncer plutôt que gaspiller des crédits par un saupoudrage inefficace.

Les moyens à prévoir, en personnel, en locaux, en crédits peuvent être esquissés comme suit :

#### 1° - Personnel

Etant donné le rôle d'initiative intellectuelle et de réflexion méthodologique que le futur Institut sera appelé à jouer, il est nécessaire de prévoir un rapport élevé chercheurs / personnel administratif. Le personnel devrait donc comprendre :

- un Directeur (du rang de directeur de recherche). Celui-ci sera chargé de la responsabilité générale de l'Institut, des relations extérieures, de l'organisation de la recherche.

- un adjoint (du rang de maître ou de chargé de recherche). Cet adjoint (à intituler peut-être "sous-directeur" ?) aurait la responsabilité particulière du secteur "France contemporaine".

- un secrétaire général administratif, qui aurait à s'occuper de la gestion générale, du budget, des locaux, de l'organisation matérielle, etc...

- un (ou deux) ITA

- du personnel de secrétariat (il faudrait prévoir 2 ou 3 secrétaires).

Par la suite deux autres chercheurs seraient à recruter, l'un chargé de suivre le secteur "Etranger", l'autre le secteur "Seconde guerre mondiale".

(On peut aussi envisager sur ce point d'utiliser la procédure d'échange entre le CNRS et les Universités).

## 2° - Locaux

Compte tenu du fait que la seule localisation possible est Paris, les locaux doivent comprendre à la fois des bureaux pour le personnel permanent et des salles pour réunions, séminaires et colloques (peut-être aussi une salle de documentation), si du moins on veut que l'Institut puisse jouer pleinement son rôle de coordination et de contact. Il est à souhaiter également que l'emplacement facilite au maximum les liens et les échanges avec les autres centres de recherche parisiens et provinciaux.

## 3° - Crédits

L'Institut d'Histoire du Monde Contemporain doit pouvoir évidemment disposer des crédits indispensables à son fonctionnement. Mentionnons en particulier les dotations de matériel nécessaires au démarrage et de manière régulière des crédits de mission suffisants pour développer les échanges avec les autres centres de recherche à travers la France et pour mener à bien les travaux du secteur "Etranger". En outre il conviendra de ne pas oublier les échanges internationaux qui doivent être une des préoccupations constantes dans les recherches à mener.